

Information pour la presse  
Schaerbeek le 29 septembre 2016

### Plan Canal Comment avancer réellement sans cracher sur ce qui est promis ?

C'est la quadrature du cercle dans lequel se sont trouvés les 7 bourgmestres bruxellois lors de leur visite – très clairement bien instrumentalisée politiquement – à Jan Jambon ce jeudi 29 septembre.

Les 7 édiles locaux concernés par le plan canal (Ville de Bruxelles, Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode, Molenbeek, Anderlecht, Koekelberg et Saint-Gilles) venaient très clairement dire au Ministre de l'Intérieur que le plan canal de lutte contre le radicalisme devait intégrer une approche locale de la lutte contre la radicalisation violente et répondre aux conditions suivantes :

- un renfort policier concret, réel et durable ;
- une clarification des compétences et responsabilités de chacun des intervenants ;
- un non-transfert de missions et de charge du fédéral et du régional vers le local ;
- un soutien des approches locales existantes adaptées aux défis et à la réalité de chaque commune.

Force est de constater que cette opération de communication servait à se congratuler sur ce qui a déjà été fait à Molenbeek et à Vilvorde dans la phase 1 du plan canal et surtout à justifier la poursuite du Plan Canal, en phase 2, après s'être « officiellement concerté » avec les autorités des communes concernées.

« *Comment avancer réellement sans cracher sur ce qui est promis ?* », déclare Bernard Clerfayt, Bourgmestre de Schaerbeek et Président du Collège de police de la Zone Nord, « *Il est évident que nous voulons travailler d'arrache-pied pour lutter contre le radicalisme violent. C'est ce que nous faisons quotidiennement dans notre zone avec nos forces de police et notre service de prévention. Critiquer les propositions de Monsieur Jambon peut apparaître comme de la mauvaise volonté. Il n'en est évidemment rien et nous acceptons les maigres renforts même s'ils sont très maigres... Mais à la sortie de cette réunion, je ne peux m'empêcher, comme responsable politique bruxellois, de constater que les Ministres de l'Intérieur et de la Justice n'ont pas compris – ou voulu comprendre – la réalité bruxelloise et les besoins réels de la capitale de l'Europe. Le Gouvernement Fédéral se moque t'il de Bruxelles ? Ses propositions donnent très clairement cette impression. Le plan Canal est en effet totalement insuffisant.*

*A travers le plan canal, les Ministres de l'Intérieur et de la Justice semblent accorder une attention spéciale aux difficultés rencontrées par les services de police à Bruxelles ! Rien n'est plus faux. Les politiques des gouvernements fédéraux successifs ont négligé le financement des polices locales depuis plus de quinze ans au point de réduire la capacité policière de 20% ces quinze dernières années ! Comment s'étonner dès lors que les services locaux peinent à suivre les situations critiques de compartimentages d'immeubles, de fraude sociale et au domicile, d'ASBL cachant des activités frauduleuses, etc. »*

Bruxelles est en effet la mal-aimée du fédéral en matière policière. Non seulement, la police judiciaire fédérale sur Bruxelles ne dispose pas d'un cadre suffisant et comparable aux autres arrondissements, mais les polices locales également ont été plus mal traitées que les autres grandes villes du pays (Voir à ce sujet les chiffres ci-dessous, comparant les 4 villes et les 5 zones de la Région bruxelloise, hors zone de Bruxelles-Ville qui dispose d'un cadre de policiers surdimensionné pour assumer les missions liées à sa fonction de capitale).

Il y a à Bruxelles de l'ordre de 32 policiers pour 10.000 habitants contre 40 policiers dans les 4 grandes villes du pays. (Anvers, Gand, Liège et Charleroi). Les communes bruxelloises sont plus mal traitées que partout ailleurs. Le maintien de cette situation est une politique de déni des réalités bruxelloise et le Plan Canal, qui ne corrige pas ces déséquilibres graves et pernicieux, est un déni grave de la situation bruxelloise.

Pour comparer simplement la situation : la zone Bruno (Schaerbeek - Evere - Saint Josse) compte 196.810 habitants et reçoit un financement de 660 policiers ! Soit 34 policiers pour 10.000 habitants.

Comparons à :

Charleroi - 202.480 habitants et 873 policiers (financés par la norme KUL) => 43 policiers/ 10.000 habitants

Liège - 195.968 habitants et 1.113 policiers (financés par la norme KUL) => 57 policiers/ 10.000 habitants

Gand - 253.266 habitants et 956 policiers (financés par la norme KUL) => 38 policiers/ 10.000 habitants

Anvers - 513.570 habitants et 2140 policiers (financés par la norme KUL) => 42 policiers/ 10.000 habitants

Ainsi, si les zones de polices bruxelloises (hors Bruxelles-Ville) étaient traitées comme les autres villes du pays, nous devrions recevoir des subsides KUL supplémentaires de l'ordre de +/- 5 policiers par 10.000 habitants, soit pour cette zone Schaerbeek - Evere - Saint Josse, 65 policiers ou pour les cinq zones bruxelloises (hors Bruxelles-villes), 455 policiers.

Avec les renforts du plan Canal (116 pour les 7 polices locales), on reste très très loin du compte !

La zone de police VIMA (Vilvorde-Machelen) compte 50.000 habitants ! Elle reçoit un renfort de 20 policiers, soit 4 policiers par 10.000 habitants.

La zone Schaerbeek - Evere - Saint Josse compte 200.000 habitants (Schaerbeek 130 + Evere 40 + Saint-Josse 30). Elle reçoit un renfort de 23 policiers, soit 2 policiers par 10.000 habitants !

La démonstration est faite.